



# 27 AVRIL ! CONSTRUIRE LES LUTTES POUR VIVRE DIGNEMENT

**L**e 19 mars, plus de 350 000 personnes, salariés public/privé, retraités, privés d'emploi et jeunes ont répondu à l'appel de la CGT et d'autres organisations syndicales en manifestant pour s'opposer aux projets et réformes en cours.

Depuis plus de 4 mois, la colère s'exprime pour réclamer plus de justice sociale et fiscale et le plus souvent autour de revendications qui sont les mêmes que la CGT expose depuis de nombreuses années.

La réponse du gouvernement n'est que répressive et liberticide pour défendre les intérêts de la finance et du capital. En réaction à la répression féroce organisée par l'Etat et la mise en place de la loi dite « anticasseurs », le Parlement européen et les Nations unies ont, chacun de son côté, dénoncé les restrictions à la liberté de manifester et à l'usage excessif de la force.

Au travers de la parodie de « grand débat » orchestré par Macron, même si les mesures qui seront prises ne sont pas encore officiellement annoncées, les grandes lignes pour les travailleurs sont déjà tracées :

✚ **Réforme du système de retraite** : mise en place d'un système par points, c'est-à-dire non solidaire, dont le montant de pension sera calculé sur l'ensemble de la carrière et non plus sur les 25 meilleures années dans le privé. Une carrière se faisant en général sur un minimum de 43 ans, la prise en compte de 18 années de plus, généralement en début de carrière et avec des salaires moindres, impactera obligatoirement à la baisse le montant de la retraite. Les différentes mesures envisagées impacteront négativement et obligatoirement les accords d'entreprise ou conventionnels sur les départs anticipés.

✚ **Réforme de l'assurance-chômage** : l'objectif affiché du gouvernement est de rendre responsable le privé d'emploi de sa situation en le pénalisant financièrement. Soit en baissant l'indemnisation, soit par la répression en la supprimant pour manque de recherche active d'emploi. Aujourd'hui, plus de trois millions de salariés sans aucune activité sont en recherche d'emploi dont moins d'un sur deux est indemnisé. Est-ce leur faute si toutes les réformes engagées depuis des décennies sont destructrices d'emplois et non pas créatrices ?

**Voilà deux exemples qui atteindront directement tous les salariés, du privé comme du public, mais d'une façon générale toute la population dont la seule ressource pour vivre est celle de son travail.**

A l'inverse, le monde du capital est protégé, favorisé par toutes les mesures pour augmenter les profits, les dividendes et baisser leurs impôts.

**Nous avons besoin de véritables réformes de justice sociale et fiscale pour permettre à toutes et tous de vivre dignement des revenus de leur travail.**

Partout, où la révolte gronde, où il y a des luttes, des actions basées sur des revendications que nous, CGT, nous portons depuis longtemps, nous devons être présents.

**La FNIC-CGT met en débat la nécessité de s'engager dans la réussite d'une grande mobilisation nationale à Paris le 27 avril prochain.**

**DÉBATTONS, CONSTRUISONS ET AMPLIFIONS TOUS ENSEMBLE  
LES LUTTES, POUR QUE REVENU DU TRAVAIL RIME AVEC  
BIEN-ÊTRE SOCIAL.**